

Le groupe Action gay et lesbien du Loiret privé de subsides

■ L'association avait reçu 20.000 euros en 2005 de subsides régionaux. Cette subvention n'a pas été renouvelée cette année. Elle avait pourtant permis d'intensifier la lutte contre le sida. Témoignages et explications.

Depuis 1999, le groupe action gay et lesbien du Loiret (GAGL) bénéficiait de subventions de la part de la Drass (direction régionale des affaires sanitaires et sociales) dans la mesure où cette association « communautaire de convivialité », pour reprendre l'expression idoine, menait un certain nombre d'actions pour lutter contre la propagation du sida dans le département.

L'année dernière, le groupe action gay et lesbien avait ainsi reçu 20.000 euros de subsides régionaux.

Or, cette année, plus rien. Dans un courrier laconique adressé, la semaine dernière, au président de l'association, Denis Lefèvre, la Drass motive cette décision en annonçant que le « projet n'a pas une priorité suffisante ». Stupéfaction de l'intéressé. « Le conseil national du sida expliquait dans son rapport 2005 qu'il fallait intensifier la lutte contre le sida chez les homosexuels et là, on nous dit que ce n'est pas prioritaire », s'indigne Denis Lefèvre qui précise que l'année dernière, grâce à la subvention allouée, 696 heures de formation avaient été délivrées,

1.500 contacts pris avec des personnes homosexuelles et enfin, 18.500 préservatifs distribués. « Pendant l'été, on sait bien que cette sensibilisation est primordiale », ajoute-t-il.

« Le Loiret moins exposé »

La Drass, quant à elle, explique par la voix de son président, Pierre-Marie Détour, qu'il n'y a pas « une volonté de casser cette association », mais « qu'on est dans le domaine de la santé publique et qu'il faut déjà voir les phénomènes qui ont un impact important sur la mortalité prématurée ».

Au directeur d'expliquer d'abord que la région Centre est moins exposée face aux

risques du sida que l'Île-de-France ou la région PACA. Ensuite, que les personnes porteuses du HIV appartiennent davantage aux populations d'origine étrangère. Enfin, chiffres à l'appui, que la contamination est aujourd'hui plus préoccupante chez les hétérosexuels que chez les homosexuels. « Il faut prendre en compte ces dimensions là d'autant qu'on a des moyens limités », lâche-t-il, sachant que 26 % du 1,6 million d'euros consacrés à la santé va à la lutte contre le sida.

Pour autant, la Drass n'exclut pas de continuer à aider le GAGL. Mais avec d'autres moyens, matériels et pas financiers.

Anthony Gautier.